9. 19- 2012.00227

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU DOUAISIS

SPE TO AUT 2012

COURRIER ARRIVÉ

- 8 AOUT 2012

DDTM DU NORD

DARC/LP/SN/06/12 n° 1444

Affaire suivie par : Ludovic PRINGERE

Service : Direction de l'Aménagement des No

louai, le

0 5 IIIL 2012

Monsieur le Directeur

UTCE Telluk Police de l'Eau

A l'attention de Monsieur COUTURE

OBJET : Demande de régularisation de rejet – lagune d'Estrées

Monsieur le Directeur,

Je fais suite à notre dernière rencontre dont le but était d'évoquer les travaux prévus sur la lagune d'Estrées.

Le projet d'optimisation de cette lagune prévoit l'installation d'oxygénateurs de surface, la réalisation du prétraitement efficace ainsi que la mise en place d'une autosurveillance pour atteindre les exigences réglementaires, notamment celles du futur arrêté préfectoral.

Dans ce cadre, je vous transmets, comme convenu entre nos services, un dossier de régularisation au titre de la Loi sur l'Eau.

Mes services restent à votre disposition pour toutes remarques sur le document ou sur la teneur des travaux envisagés.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes

sentiments distingués.

SEE	ĪΑ	TT	Р
D.Roussel			-
MC.Masson			
Police de l'eau			
CCB			_
PPPP			
PĒĒ			
AUSEN			
31.		7	
Section of the			

Copie:

- Maxime SMUSZ SAFEGE
- Dominique SKALECKI VEOLIA
- Anne Laure MILL AGENCE L'EAU ARTOIS PICARDIE



PRÉFET DU NORD

Direction départementale des territoires et de la mer

Service eau environnement

Cellule police de l'eau

Nº 2180/PE

Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération du Douaisis

746, rue Jean-Perrin Parc d'activités de Douai-Dorignies BP 300

59351 - DOUAI cedex

Lille, le 13 NOV. 2012

Monsieur le Président,

Par courrier reçu le 08/08/2012, vous avez déposé auprès du Service en charge de la Police de l'Eau une demande de régularisation au titre du code de l'environnement (loi sur l'eau) concernant la lagune d'ESTREES.

Les références administratives de ce dossier sont les suivantes :

- date de réception du dossier : 08/08/2012,
- numéro d'enregistrement : 59-2012-00221.

Après examen des éléments constitutifs de votre dossier, j'ai l'honneur de vos faire part de la prise en compte de ce droit d'antériorité.

Les rubriques du tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernées par vos ouvrages sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
2.1.1.0	Stations d'épuration des agglomérations d'assainissement ou dispositifs d'assainissement non collectif devant traiter une charge brute journalière de pollution organique : 1° Supérieure à 600 kg de DBO5 (A) 2° Supérieure à 12 kg de DBO5, mais inférieure ou égale à 600 kg de DBO5 (D)	Déclaration	Arrêté du 22 juin 2007

.../...

Ces renseignements sont conservés dans les archives de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer. Le présent courrier est à présenter lors d'un contrôle.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de mes sentiments distingués.

L'Adjointe au Responsable du Service Eau Environnement,

Sylvie MENACEUR

Copie à Monsieur le Chef de la Délégation territoriale du Douaisis-Cambrésis

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier, à défaut auprès de la direction de l'eau et de la biodiversité du ministère de l'Ecologie, du Développement durable, des Transports et du Logement.